

YUAN'É HU

NOUS SOMMES LE JEUDI 2 AOÛT 2012, COMME PRESQUE CHAQUE JOUR DEPUIS SON ARRIVÉE DIFFICILE SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS HUIT MOIS PLUS TÔT, YUAN'É HU EST LÀ, SUR LE PAVÉ BELLEVILLOIS. COMME PLUSIEURS CENTAINES D'AUTRES CHINOISES D'UNE QUARANTAINE D'ANNÉES, ELLE A QUITTÉ SA VIE, SA FILLE, SA FAMILLE ET SES AMIS POUR LA GRANDE TRAVERSÉE. L'EUROPE ET SES PROMESSES, LA PROMESSE D'UN SALAIRE « DÉCENT », DE CONDITIONS DE TRAVAIL MOINS DURES, D'UNE « LIBERTÉ » MISE EN SCÈNE SUR LES RARES MÉDIAS OCCIDENTAUX QUI N'ONT PAS ÉTÉ FILTRÉS PAR LES AUTORITÉS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS. MAIS COMME TANT D'AUTRES, YUAN'É HU, À QUI UN PASSEUR PROMETTAIT UN TRAVAIL COMME LES AUTRES ET UN SALAIRE QUI LUI PERMETTRAIT DE RENVOYER UN PEU D'ARGENT AU PAYS, ET PEUT-ÊTRE UN JOUR DES PAPIERS, S'EST BIEN FAITE AVOIR. C'EST AINSI QU'ELLE FINIT SUR LE TROTTOIR À VENDRE SON CORPS DANS DES CONDITIONS DE MISÈRE, À PARTAGER UNE CHAMBRE AVEC HUIT AUTRES FEMMES À QUI, COMME ELLE, ON A REFUSÉ TOUTE DIGNITÉ.



Peut-être que Yuan'É Hu était impressionnée par l'exhibitionnisme de certains de ses compatriotes, les quelques-uns qui flânent dans des 4x4 et des limousines le jour de leur mariage, qui ont eu les papiers et qui ne se soucient plus que d'eux-mêmes, la plupart du temps, en exploitant les moins chanceux d'entre eux. Peut-être Yuan'É Hu s'imaginait pouvoir bénéficier d'une solidarité de la communauté, elle n'en a reçu que du mépris, de la honte et de l'exclusion. Comme souvent. Comme on dit parfois, « le dernier rentré ferme la porte », et « chacun pour sa gueule ». À sa fille, qu'elle essayait de contacter tous les quinze jours, elle racontait travailler dans la confection, complétant ses journées par un travail occasionnel de nourrice, « *que c'était dur et fatiguant, mais que tout allait bien* »...

Évidemment, comme pour beaucoup de sans-papiers, exploités, mutilés par la misère, harcelés par les flics et privés de tout confort, Yuan'É Hu n'a pas vraiment eu le choix lorsque de misérables individus lui ont expliqué que pour rembourser ses passeurs elle devait tapiner, ou crever dans la terreur.

Nous sommes le jeudi 2 août 2012, comme presque chaque jour depuis son arrivée difficile sur le territoire français huit mois plus tôt, Yuan'É Hu est là, sur le pavé bellevillois. Elle attend sur le goudron brûlant du terre-plein de Belleville qu'un client se présente à elle et lui offre, en échange de sa

dignité, quelques billets qui passeront directement de la poche du client à celle du proxénète. Celui-ci négocie, les prix ne lui conviennent pas. Dans ce monde, acheter un corps, c'est un peu comme acheter un tapis, ça se négocie. Yuan'É Hu transige, elle accepte. Elle emmène le client dans la sordide cage à poule qu'elle loue pour les passes. On ne la retrouvera pas avant le soir, dénudée, étranglée avec la sangle de son sac à main, des traces de violences à l'extérieur comme à l'intérieur de son corps. Yuan'É Hu est morte.

Morte de l'indifférence. Morte dans l'indifférence. Morte de la misère. Morte de la trahison. Morte de la confiance. Morte des frontières humaines. Morte de la violence des hommes.

La justice vient de condamner son meurtrier à 20 ans de prison, comme si celui-ci était le seul responsable de sa mort. Comme si c'était un « fait divers » isolé et déconnecté de tout contexte social, le fait d'un homme dont l'élimination réglerait le problème. Comme si cette même justice d'abattoir qui chaque jour enferme et expulse des centaines de personnes à la chaîne parce qu'elles ne possèdent pas le bon bout de papier n'avait rien à voir là-dedans (on se souviendra par exemple des prostituées chinoises sans-papiers enfermées en centre de rétention en décembre 2013 suite à un coup de filet dans le XIII^e arrdt. justifié par la « lutte contre le proxénétisme » et des dizaines raflées ce même mois par les flics à Belleville). Comme si

la terreur d'Etat, à travers ses juges et ses flics, ne portait pas la responsabilité des morts quotidiennes de prostituées sans-papiers, de migrants tirés à vue comme des lapins aux frontières de l'Espagne, coulés en masse sur des rafiots de misère au large de l'Italie ou échoués sur les barbelés de Grèce. Comme si les porcs en uniformes, qui jouent aux protecteurs de la veuve et de l'orphelin n'étaient pas responsables de la peur-panique permanente qui poussa Yuan'É Hu à vivre cachée des yeux des riches et des divers uniformes, à vivre comme une mort-vivante, clandestinement, indésirable. Yuan'É Hu pensait qu'elle devait tapiner ou crever dans la terreur, mais au final, ce fut les deux.

Aujourd'hui, nous avons envie de pleurer Yuan'É Hu et tous les autres, mais la tristesse n'a jamais fait tomber de murs, la rage et la révolte, elles, oui.

À YUAN'É HU, À TOUTES CELLES ET CEUX QUE LA MISÈRE TUE EN SILENCE, QUE L'ÉTAT TUE SANS MÊME SE SALIR LES MAINS, QUE LE CAPITALISME AFFAME SANS QUE PERSONNE N'AIT À SE SENTIR RESPONSABLE. À L'IDÉE QU'UN JOUR NOUS NOUS SOULÈVERONS, INDÉSIRABLES DE CE MONDE, ET VENGERONS LES OFFENSES DES ÉTATS, DES FLICS, DES PATRONS ET DES COMMUNAUTÉS.

MORT AUX POUVOIRS

Brèves...

• **ET VLAM, LE POSTE DE POLICE !** La nuit du 17 au 18 novembre, un poste de police du XI^e arrondissement (10 rue Camille Desmoulins) perd ses vitres, signe de la haine diffuse contre la vermine policière et le monde qu'elle protège. Dans le même temps, le pare-brise d'un camion de la mairie de Paris est aussi réduit en miettes. Une pierre deux coups...

• **ET BIM, LE CENTRE DE RECRUTEMENT !** La nuit du 26 au 27 octobre, les vitres du centre de recrutement de l'armée à Saint-Denis (93) volent en éclat. Un geste minimal de haine contre les assassins en treillis...

• **ET VROUF, LE CONSTRUCTEUR DE TAULES (ET LA RÉNOVATION URBAINE) !** Dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre, des bureaux et vestiaires d'un chantier dirigé par la société Outarex (filiale de SPIE-Batignolles, constructeur notoire de prisons) partent en fumée à Poissy (78). Le feu semble avoir été bouté volontairement.

• **ET CRAME, LE BAHUT !** Le 10 novembre, les blocages de lycées en région parisienne prennent un tour plus chaud : les poubelles entassées devant plusieurs bahuts de Saint-Denis et Saint-Ouen (93) sont cramées, et les flammes commencent à lécher les façades des édifices républicains. A Saint-Denis, la même journée, une centaine de personnes (lycéens ou pas, on s'en fout!) déboule dans la ville, brisant vitres de commerces et de bagnoles, et tente de forcer quelques magasins.

• **DANS LA GUEULE DE CEUX QUI VEULENT CANALISER LA RÉVOLTE.** Le 13 octobre, une manifestation contre la police composée majoritairement de lycéens part de Nation et déborde le service d'ordre de la FIDL (syndicat lycéen) pour aller emmerder une autre manifestation, elle composée de policiers et appelée par le syndicat Alliance. Bloqué de nouveau par des flics (en uniforme cette fois), le cortège change finalement de direction pour rejoindre la fac de Tolbiac. Tags, fumigènes, pétards et slogans s'enchaînent, les gros bras de la FIDL ainsi que des voitures de flics sont caillassés, la devanture des bureaux de la préfecture est aussi attaquée.

• **ET, PSHIIT, LES COLLABOS !** La nuit du 22 au 23 octobre à Paris, les pneus des véhicules de plusieurs collabos sont crevés : un utilitaire Challancin (qui fait sa thune avec le nettoyage dans les centres de rétention), une voiture SCNF (qui participe aux expulsions), 29 Vélib's (de l'enflure JC Decaux qui exploite les détenus), une voiture Orange (autre exploitateur de prisonniers), un utilitaire Vinci (qui construit des taules).

• **ET VLANG LES POLITICIENS !** La porte vitrée de la permanence électorale de Nathalie Kosciusko-Morizet (au 17 rue Mouton-Duvernet, Paris XIV^e) a fini en miettes la nuit du 13 au 14 octobre. NKM avoue que c'est même la

troisième fois depuis septembre que sa permanence est visée par du vandalisme (des actes bien ciblés, donc) !

• **ET POUR LE MAIRE...** Le soir du 26 septembre à Villejuif (94), trois jeunes de 16 et 17 ans (malheureusement vite arrêtés) volent des ordinateurs et la sacoche du maire à l'intérieur de la mairie pendant le conseil municipal. Le maire dénonce des « actes inquiétants vis-à-vis de l'exécutif » depuis les élections municipales : en effet des véhicules municipaux et une poubelle ont déjà été brûlés.

• **ET (RE-)BLING POUR LES FLICS À CORBEIL !** Déjà pris pour cible le 17 octobre dernier aux Tarterêts à Corbeil-Essonnes (91), les schmits se font une nouvelle fois tomber dessus le 24 du même mois : trois flics à l'hosto suite à ce caillassage.

• **ET PAF, LA FAF !** Le 27 octobre, alors que la sinistre Marine Le Pen revenait de ses courses dans un supermarché de La Celle-Saint-Cloud (78) (où la dite facho vient d'acheter une maison...) et pensait repartir tranquille, un groupe de jeunes, après s'être renseignés pour être sûrs qu'il s'agissait bien de la présidente du FN, bombarde sa voiture de pierres. A part le véhicule, il n'y a malheureusement pas eu de blessé-e parmi les occupants...

Enièmes coups de pressions contre le bulletin Lucioles

L'après-midi du 27 octobre 2014, au métro Belleville, la BST débarque une fois de plus. Cette fois-ci, ils sont là pour nous, certainement après nous avoir repérés à travers leurs caméras pendant que nous diffusons le bulletin. Ils arrachent alors des exemplaires du n°19 accrochés aux grilles. Après avoir décortiqué le contenu du journal (oui, ils savent lire), ils décident de contrôler les deux premières personnes qui leur tombent sous la main. Les deux compagnons se font alors embarquer et seront placés en garde à vue au commissariat central du XIXe arrondissement, rue Erik Satie. Ils seront déferés après 24h et inculpés pour refus d'empreintes (une date de procès a été fixée pour janvier). Ils ressortent également avec une convocation pour "injure publique", se référant au contenu du bulletin, visiblement par rapport au court article « Mais chaud ! » et harcèlement de rue à Belleville ». Depuis quelques années, nous ne comptons plus les contrôles, les menaces, les convocations, vérifications d'identité, tentatives d'intimidation, les gardes à vue et les vols liés à la diffusion du bulletin dans le Nord-Est de Paris. Il s'agit de leur part, en toute logique et sans surprise, de mettre un frein à la diffusion des idées et pratiques anarchistes et révolutionnaires dans le quartier.

Nous sommes bien conscients de n'être qu'une petite épine dans le pied de ces sales flics (BST & compagnie) dont le véritable travail reste de mener la guerre aux indésirables (harcèlement des vendeurs de maïs et des prostituées, rafles de sans-papiers, etc.). En pissant là pour marquer leur territoire, ils cherchent à empêcher que les diverses formes de révolte puissent se rencontrer. Empêcher la diffusion du bulletin est une petite partie de cette stratégie.

Ce communiqué n'a pas pour but de nous victimiser lorsque tant de gens vivent chaque jour une répression bien plus violente de la part des assassins en uniformes. Notre but est de sortir de la logique que l'ennemi cherche à faire prévaloir : une gueuerre privée entre eux et nous, de laquelle nous ne ressortirons jamais gagnants en raison de l'asymétrie des forces. Car nous nous foutons bien d'eux, et c'est avec les habitants du quartier avec qui nous partageons ce bulletin depuis plusieurs années que nous souhaitons dialoguer, en espérant partager bien plus que la belle mais banale haine du flic. Celles et ceux qui se mangent la même répression que nous, et qui se reconnaissent potentiellement en nous comme nous nous reconnaissons en eux et en elles. L'objectif principal de Lucioles étant de maintenir la continuité de la diffusion des idées anarchistes dans la rue, rien ne nous arrêtera. Et que cette petite feuille puisse être un instrument, parmi d'autres, dans les mains des exploités, tant que ce monde d'autorité ne sera pas détruit, continuera la guerre sociale en cours depuis toujours.

TOUT CONTINUE, VIVE L'ANARCHIE.

Quelques contributeur/ices de Lucioles.

Pour rappel, on pourra relire le texte *Anarchistes vs. Police : nous ne voulons pas de leur guerre privée*, publié en décembre 2013 dans *Lucioles n°14*. Ceux qui souhaitent participer aux diffusions du bulletin et leur montrer que nous ne baisserons pas les yeux face à la terreur d'Etat, peuvent nous contacter à l'adresse lucioles@riseup.net

À Saint-Denis aussi, ça bouge et ça flique

En réaction aux violences policières, le lundi 10 novembre, des élèves de plusieurs lycées de Saint-Denis décident de bloquer l'entrée de leurs bahuts. Après avoir mis le feu à des conteneurs et poubelles devant les portes de leurs lycées ils partent en manif sauvage dans le centre ville. Il y aura quelques attaques sur des vitrines de magasins sur le trajet, une incursion dans le Go Sport et une attaque contre un bus des expulseurs de la RATP. La station de métro Basilique sera fermée pendant plus d'une heure, et le tramway sera aussi stoppé. Pour gérer cette belle horde d'ados enragés, plus de 200 flics seront déployés, aidés d'un hélicoptère.

Dans une continuité répressive le jeudi 13 novembre les élèves du lycée pro ENNA se font charger par la police montée sur la Place du 8 mai, devant leur bahut. En parallèle 300 rroms se font expulser d'un hangar vide qu'ils occupaient depuis septembre.

D'un autre côté certains en profitent pour surfer sur la vague sécuritaire. Le même jeudi, 150 gardien-nes d'immeubles de Plaine Commune Habitat manifestent pour réclamer plus de sécurité ; une revendication qui va dans le sens des divers politicards locaux qui au dernier conseil municipal ont débattu sur la sécurité, en évoquant l'installation de nouvelles caméras et l'embauche de plus de 200 flics.

Comme si l'occupation policière des dernières semaines n'était pas suffisante. Car depuis le petit éclat surprise du 10 novembre il y a eu pendant plusieurs jours des CRS aux quatre coins de la Place du 8 mai et dans les rues Gabriel Péri et République, en mode ont tient la rue, des crottins de cheval qui parsèment le centre ville pour nous rappeler que les flics montés sont passés par là, et qu'ils n'hésiteront pas au besoin à charger de nouveau les lycéens (ou autres) un peu trop destructeurs à leur goût.

Zone de Sécurité Prioritaire, gentrification et nid de flics

Mais ne nous trompons pas, l'occupation policière à Saint-Denis ne date pas des éclats lycéens de ce mois de novembre. Depuis 2012, le centre ville de Saint-Denis est classé en Zone de Sécurité Prioritaire. Ce qui veut dire une omniprésence de flics (BAC, municipale, etc), une quarantaine de caméras installées, et d'autres à venir.

Et ces dernières semaines on a pu observer que la police municipale, aux ordres du maire PCF Didier Paillard, prend de plus en plus son aise pour emmerder les vendeurs ambulants, que ce soit sur le marché ou devant la gare, où ces sadiques en uniforme s'amuse à faire cavalier les vendeurs de maïs ou de cacahuètes qui ne veulent pas se faire voler leur seul moyen de survie.

C'est que Saint-Denis n'est pas n'importe quelle ville de banlieue. Dans le cadre du business urbanistique géant qu'est le projet du

Grand Paris, politiciens, promoteurs immobiliers, architectes et patrons en tout genre s'affairent pour se partager le juteux gâteau de la rénovation urbaine de la région parisienne. Un de ces projets est un vaste plan de transformation de cette agglomération aux portes de Paris. On le voit avec le nouveau tramway qui va bientôt être inauguré, et avec la rénovation de certains quartiers, notamment autour de la gare et de la Plaine, sorte de nouveau quartier des affaires parisien.

Et ça n'est pas difficile de voir que le processus de gentrification est déjà en marche. On peut prendre pour exemple le TGP (le Théâtre Gérard Philippe) qui propose des navettes gratuites pour pouvoir rentrer sur Paris après les représentations... une astucieuse manière d'attirer les bobos parisiens dans la ville, d'habituer leurs narines à l'air ambiant.

Certes pour le moment ça n'est pas avec le nombre de bars PMU au mètre carré que le centre-ville de Saint-Denis va se transformer en un Brooklyn pour hipsters, mais on peut facilement imaginer le vent tourner rapidement comme on peut le voir dans des quartiers parisiens comme la Goutte d'Or ou Belleville, à coup d'augmentation des loyers, d'expulsions d'immeubles déclarés vétustes pour les besoins de la gentrification, de chasse aux pauvres et de réaménagement du territoire. En gros, une aseptisation de la ville, qui repoussera les pauvres toujours plus loin en banlieue.

Et cerise sur le gâteau (probablement pas sans lien avec le reste), en 2017, un nouveau commissariat ainsi que l'antenne francilienne de l'Institut national de la police scientifique (INPS), la crème des crèmes de la police en blouse blanche, vont s'installer à Saint-Denis. Au total, près de 500 policiers s'implanteront sur le site de l'ancienne Sécurité sociale, avenue Jean-Moulin, en plein centre ville.

ALORS À SAINT-DENIS COMME PARTOUT AILLEURS, NIQUE LA POLICE ET LA RÉNOVATION URBAINE !



SPIP : des matons sans uniforme



À la mi-novembre, une conseillère du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) a été agressée juste devant la taule de Villepinte. Alors qu'elle quittait son sale boulot, deux hommes l'ont rouée de coups et, avant de partir, ils lui ont dit de « faire passer le message ».

Mais qu'est-ce que le SPIP ? Ce service

dépend de l'Administration Pénitentiaire (AP) et ses conseillers sont formés à l'École Nationale de l'AP d'Agen. Sur les bancs, ils coudoient les surveillants avec qui ils travailleront après, en prison. En effet, les conseillers du SPIP sont de vrais alter-ego des matons, le visage « gentil » de cette machine à broyer les personnes qu'est la prison. Et, tout comme les matons, ils sont indispensables à son bon fonctionnement.

Le but de l'État est d'enfermer toujours plus de monde (comme le montre bien le plan visant à construire 13000 places de plus en taule). Pour cela ils doivent garantir le calme dedans, avec les chantages sur la « bonne conduite », et aussi étendre la prison dehors, avec les « mesures alternatives ».

En taule, ce sont les conseillers du SPIP qui valident les projets de « réinsertion » des détenus. De ce fait, ils ont un grand pouvoir pour ce qui concerne l'acceptation ou pas,

de la part du juge, des demandes de libération anticipée ou d'aménagement de peine. Dehors, leur fonction est « l'assistance et le contrôle » des personnes qui ont écopé de sanctions pénales alternatives à l'incarcération, comme la mise à l'épreuve, la liberté conditionnelle, le travail d'intérêt général et autres aménagements de peine (par exemple le placement sous surveillance électronique). Ce sont eux également qui signalent les personnes qui ne respectent pas leurs obligations « alternatives », en les envoyant au trou.

Le SPIP a donc un rôle central dans cette « individualisation de la peine » qui est à la base d'un système de prix et chantages liés aux « alternatives » à l'enfermement pur et simple. Un système qui casse la solidarité entre détenus et pousse chacun à intégrer l'idée que la peine est nécessaire et qu'on ne peut s'en sortir qu'en collaborant avec ses propres bourreaux.

Mais, comme chaque rouage de la machine infernale de la prison, le SPIP n'est pas une entité abstraite. Ses conseillers sont des personnes en chair et en os – et les os sont fragiles... Entendu, le message ?

• SPIP PARIS

12-14 rue Charles Fourier
75013 PARIS

**ANTENNE CSL GAGNY :
Centre de semi-liberté**

38-42 avenue Aristide

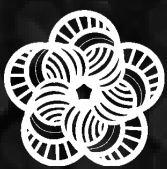
Briand

93220 Gagny

• SPIP SEINE-SAINT-DENIS

29-31 rue Délizy
93500 PANTIN

Lucioles est un bulletin mensuel, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités de rupture



vis-à-vis de l'Etat, du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.